

RAPPORT DE GESTION

La Société s'est engagée à maintenir de solides bases financières et opérationnelles afin d'assurer la prestation de services et de programmes muséaux de qualité. En réponse à l'orientation stratégique de son conseil d'administration, la Société a instauré une culture de gestion profondément ancrée, qui privilégie l'excellence et l'adaptation aux meilleures pratiques d'amélioration continue. Dans l'exercice de son mandat, elle relève du Parlement et des Canadiens et Canadiennes.

ENVIRONNEMENT EXTERNE

La Société dépend fortement des recettes provenant des droits d'entrée aux deux musées; or, la fréquentation est directement influencée par les économies canadienne et mondiale, de même que par le marché des voyages et du tourisme.

Dans son budget de 2016, le ministère des Finances a constaté que la situation économique mondiale demeurait difficile. La croissance mondiale continue de ralentir, la volatilité du marché financier s'est accrue, le cours des actions a accusé un recul et le prix des produits de base a considérablement chuté.

APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La Société a apprécié la décision du gouvernement du Canada de prévoir de nouveaux fonds pour qu'elle puisse répondre aux pressions immédiates exercées sur ses opérations et ses immobilisations. La Société se réjouit de cette décision alors que les pressions exercées sur les coûts fixes et les immobilisations découlant d'installations vieillissantes s'intensifiaient et compromettaient la capacité de la Société à réaliser son mandat. Cependant, l'augmentation des coûts d'exploitation des bâtiments de la Société donne lieu à une situation budgétaire qui demeure difficile.

Dans le cadre de la transformation du Musée canadien des civilisations, lequel deviendra le Musée canadien de l'histoire, la Société a reçu 25 millions de dollars sur quatre ans afin de contribuer à la transformation de deux de ses galeries (la Salle du Canada et Tête-à-tête) en une salle d'exposition majeure axée sur l'histoire canadienne, la Salle de l'histoire canadienne.

ÉTAT DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le résultat net d'exploitation de la Société pour l'exercice 2016-2017 reflète un surplus de 1,1 million de dollars, par rapport à un surplus de 2,8 millions de dollars pour l'exercice 2015-2016.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires de la Société ont augmenté de 1,6 million de dollars en 2016-2017, passant de 76,3 à 77,9 millions de dollars. Cette augmentation résulte de ce qui suit :

- Un financement supplémentaire reçu dans le cadre du budget de 2016 pour régler les paiements en remplacement d'impôts (PERI) payables accumulés et financer des projets urgents liés à la santé et à la sécurité.

Cette augmentation est partiellement compensée par :

La baisse de 17 millions de dollars du financement pour le fonctionnement et les immobilisations, comparativement à l'exercice précédent, alors que le résultat de l'exercice 2015-2016 incluait la dernière partie du financement pour la transformation de la Salle de l'histoire canadienne.

Dons et commandites

Au cours de l'exercice 2016-2017, les dons et les commandites ont subi une baisse de 1,0 million de dollars, passant de 3,0 à 2,0 millions de dollars. Cette baisse est essentiellement due à une diminution des commandites en nature et des dons d'artéfacts. Bien que cela ne se reflète pas dans le présent exercice financier, la mise en œuvre de stratégies de collecte de fonds et d'intendance au cours de l'exercice 2016-2017 a généré une hausse record des dons faits au Musée et permis au Musée de dépasser son objectif de collecte de fonds pour la Salle de l'histoire canadienne. Les dons reçus pour la Salle de l'histoire canadienne sont présentés à titre d'apports reportés dans l'état de la situation financière et comptabilisés en tant que recettes dans l'exercice 2017-2018, dès l'ouverture de la Salle de l'histoire canadienne.

Revenu de placement net

Le revenu de placement net a totalisé 4,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2016-2017, contre 1,4 million de dollars pour l'exercice comparatif. Cette hausse est essentiellement attribuable aux investissements résultant du remboursement du capital des titres émis par le véhicule d'actifs cadre au cours de l'exercice 2016-2017.

Recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation pour l'exercice actuel s'élevaient à 14,9 millions de dollars contre 14,6 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 0,3 million de dollars. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation du poste Location d'installations, événements et concessions au cours de l'exercice 2016-2017.

Dépenses

Les frais d'exploitation ont augmenté de 5,3 millions de dollars, de 92,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2015-2016 à 97,9 millions de dollars en 2016-2017. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse de 4,5 millions de dollars des frais relatifs au personnel résultant d'une modification apportée au régime d'avantages sociaux des retraités et aux augmentations salariales résultant de nouvelles conventions collectives signées en 2016-2017.

BILAN

La trésorerie a diminué de 16,0 millions de dollars essentiellement en raison de l'utilisation du financement reçu au cours des exercices précédents pour la transformation des galeries Salle du Canada et Tête-à-Tête.

La Société détient des obligations du véhicule d'actifs cadre (VAC) qui sont liées à un investissement initial, effectué en 2007, dans un papier commercial non bancaire adossé à des actifs (PCAA). Au cours de l'exercice 2016-2017, la Société a reçu des remboursements de 10,0 millions de dollars du capital. À compter du 31 mars 2017, les titres émis par le véhicule d'actifs cadre ont été consignés à leur juste valeur estimative de 0,2 million de dollars.

Comptes créditeurs et charges à payer

Les comptes créditeurs et les charges à payer ont diminué de 21,1 millions de dollars au 31 mars 2016 à 15,3 millions de dollars au 31 mars 2017, essentiellement en raison du règlement du paiement en remplacement d'impôts (PERI) accumulé de 7,2 millions de dollars.

Actifs nets

Au 31 mars 2017, les actifs nets non affectés du Musée avaient baissé de 23,8 millions de dollars à 9,9 millions de dollars en 2016-2017. Cette diminution s'explique par l'affectation à la rénovation des galeries d'exposition permanente de 15,0 millions de dollars d'actifs nets non affectés. Cette rénovation comprendra la transformation du Musée canadien des enfants.

PERSPECTIVE

L'ouverture de la Salle de l'histoire canadienne marquera l'apothéose de l'exercice 2017-2018 du Musée, avec l'exposition la plus importante et la plus ambitieuse qui ait jamais été présentée sur l'histoire canadienne. En 2017, le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada constituera également une excellente occasion pour le Musée d'accroître le nombre de visiteurs, et de créer des occasions de partenariat et de sensibilisation.

Le Musée continue de subir des pressions financières attribuables aux hausses des coûts des salaires, des services publics, de l'entretien des bâtiments et de la sécurité. Comme le financement du gouvernement pour les dépenses de fonctionnement demeure stable, le Musée devra trouver des solutions avec Patrimoine canadien afin d'éviter des difficultés financières à plus long terme.

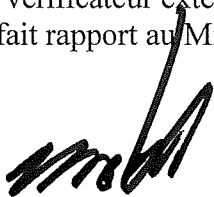
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du présent rapport annuel ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, s'appliquant aux organismes sans but lucratif du secteur public, et la direction répond de l'intégrité et de l'objectivité des données qui y figurent. L'information financière présentée dans le rapport annuel est en conformité avec les états financiers.

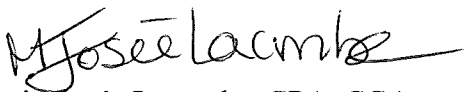
Pour assumer cette responsabilité, la direction a établi et maintient l'utilisation de registres et documents comptables, de dossiers, de systèmes de contrôle financier et de gestion, de systèmes d'information et de pratiques de gestion. Ces éléments ont pour but d'établir avec une certitude raisonnable que l'information financière fournie est fiable, que les avoirs sont protégés et contrôlés et que les opérations sont conformes à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et aux règlements qui en découlent ainsi qu'à la *Loi sur les musées* et aux règlements administratifs de la Société.

Le Conseil d'administration doit veiller à ce que la direction respecte ses obligations en matière de rapports financiers et de contrôle interne, ce qu'il fait par l'intermédiaire du Comité de vérification, composé en majorité d'administrateurs externes. Le Comité rencontre la direction et le vérificateur externe indépendant pour voir comment ces groupes s'acquittent de leurs responsabilités et discuter de points concernant la vérification, les contrôles internes et autres sujets financiers pertinents. Le Comité de vérification a revu les états financiers avec le vérificateur externe et a soumis son rapport au Conseil d'administration, qui a à son tour revu et approuvé les états financiers.

Le vérificateur externe de la Société, soit le vérificateur général du Canada, examine les états financiers et fait rapport au Ministre du Patrimoine canadien, responsable du Musée canadien de l'histoire.



Mark O'Neill
Président-directeur général



Marie-Josée Lacombe, CPA, CGA
Dirigeante principale des finances

Le 29 juin 2017



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À la ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée canadien de l'histoire, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, et l'état des résultats, l'état des gains et des pertes de réévaluation, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée canadien de l'histoire au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis les principes comptables des Normes comptables canadiennes pour le secteur public ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Musée canadien de l'histoire dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et ses règlements, à la *Loi sur les musées* et ses règlements, aux règlements administratifs du Musée canadien de l'histoire ainsi qu'à l'instruction donnée en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Pour le vérificateur général du Canada,



Riowen Yves Abgrall, CPA, CA
Directeur principal

Le 29 juin 2017
Ottawa, Canada

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Exercice terminé le 31 mars 2017

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

État de la situation financière

Au 31 mars

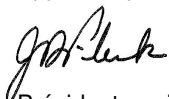
(en milliers de dollars)


	2017	2016
Actif		
Actif à court terme:		
Trésorerie	4 449 \$	20 481 \$
Trésorerie et placements affectés (note 3)	5 078	1 842
Placements (note 4)	3 770	2 732
Créances	2 847	2 070
Stocks	843	885
Charges payées d'avance	720	813
	17 707	28 823
Trésorerie et placements affectés (note 3)	12 683	12 162
Placements (note 4)	54 853	49 629
Collection (note 5)	1	1
Immobilisations (note 6)	247 181	242 396
	332 425 \$	333 011 \$
Passifs et capitaux propres		
Passif à court terme:		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	15 252 \$	21 070 \$
Apports reportés (note 8)	12 402	7 770
Produits reportés	1 557	1 828
	29 211	30 668
Apports reportés – Fonds de la collection nationale (note 9)	10 651	10 670
Apports reportés liés aux immobilisations (note 10)	216 107	217 171
Avantages sociaux futurs (note 11)	8 976	5 842
	264 945	264 351
Actif net:		
Non affecté	9 918	23 803
Affecté pour le renouvellement des expositions permanentes (note 12)	15 000	-
Investissement en immobilisations	40 868	40 868
Gains de réévaluation cumulés	1 694	3 989
	67 480	68 660
	332 425 \$	333 011 \$

Éventualités et obligations contractuelles (notes 17 et 18)

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration :


Président par intérim


Un membre

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Produits:		
Dons et commandites (note 13)	2 048 \$	3 023 \$
Produits de placements nets (note 14)	4 155	1 395
Exploitation (tableau 1)	14 933	14 571
	<u>21 136</u>	<u>18 989</u>
Charges (tableau 2):		
Collection et recherche	13 435	13 781
Exposition, éducation et communication	27 359	23 324
Locaux	38 894	38 059
Gestion de la Société	18 221	17 388
	<u>97 909</u>	<u>92 552</u>
Résultats d'exploitation nets avant le financement du gouvernement	(76 773)	(73 563)
Crédits parlementaires (note 15)	77 888	76 313
Résultat net	<u>1 115 \$</u>	<u>2 750 \$</u>

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

État des gains et des pertes de réévaluation

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Gains de réévaluation cumulés, début de l'exercice	3 989 \$	4 565 \$
Pertes non réalisés attribués aux placements	(538)	(778)
Montants reclassés dans l'état des résultats – placements	(1 757)	202
Changement net dans les gains (pertes) de réévaluation accumulés pour l'exercice	<u>(2 295)</u>	<u>(576)</u>
Gains de réévaluation cumulés, fin de l'exercice	<u>1 694 \$</u>	<u>3 989 \$</u>

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

État de l'évolution de l'actif net

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	Non affecté	Affecté pour le renouvellement des expositions permanentes	Investissement en immobilisations	Gains de réévaluation cumulés	2017	2016
Actif net, début de l'exercice	23 803 \$	- \$	40 868 \$	3 989 \$	68 660 \$	66 486 \$
Résultat net	1 115	-	-	-	1 115	2 750
Affecté pour le renouvellement des expositions permanentes	(15 000)	15 000	-	-	-	-
Changement net dans les gains (pertes) de réévaluation cumulé	-	-	-	(2 295)	(2 295)	(576)
Actif net, fin de l'exercice	9 918 \$	15 000 \$	40 868 \$	1 694 \$	67 480 \$	68 660 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités de fonctionnement :		
Rentrées de fonds provenant de clients et autres recevables	20 387 \$	20 102 \$
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires	62 534	62 632
Fonds payés à des employés et en leur nom	(34 905)	(32 937)
Fonds payés à des fournisseurs	(54 630)	(41 662)
Apports affectés et revenus de placements connexes	4 968	1 045
Intérêts reçus	1 557	1 399
Flux de trésorerie net provenant des activités de fonctionnement	(89)	10 579
Activités de placement :		
Remboursement du capital des placements	9 964	167
Augmentation des placements et des placements affectés	(21 522)	(11 287)
Diminution des placements et des placements affectés	4 718	10 357
Flux de trésorerie net provenant des activités de placement	(6 840)	(763)
Activités d'investissement en immobilisations :		
Acquisition d'immobilisations	(21 298)	(13 524)
Activités de financement :		
Crédits parlementaires pour l'acquisition d'immobilisations	15 431	20 832
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de la trésorerie affectée	(12 796)	17 124
Trésorerie et trésorerie affectée, début de l'exercice :		
Trésorerie	20 481	4 070
Trésorerie affectée	1 842	1 129
	22 323	5 199
Trésorerie et trésorerie affectée, fin de l'exercice :		
Trésorerie	4 449	20 481
Trésorerie affectée	5 078	1 842
	9 527 \$	22 323 \$

Les notes complémentaires et les tableaux font partie intégrante des états financiers.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

1. Mission et mandat

Le Musée canadien de l'histoire (la « Société »), anciennement le Musée canadien des civilisations a été créé le 12 décembre 2013 au terme d'une modification à la *Loi sur les musées*. Le Musée canadien de l'histoire est une société d'État mandataire nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujéti à l'impôt sur le revenu en vertu des dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Le Musée canadien de l'histoire comprend le Musée canadien de la guerre.

Sa mission, telle qu'elle est énoncée dans la *Loi sur les musées*, est la suivante :

« accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'évènements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures »

Les activités du Musée canadien de l'histoire sont réparties en quatre secteurs qui se complètent mutuellement et qui se conjuguent pour lui permettre de réaliser tous les aspects de son mandat. Ces quatre secteurs sont :

Collection et recherche

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur les collections afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Exposition, éducation et communication

Développer, maintenir et diffuser les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement de l'humanité.

Locaux

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil.

Gestion de la Société

Gouvernance, gestion de la Société, vérification et évaluation, collecte de fonds, activités commerciales, finances et administration, ressources humaines et systèmes d'information.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

1. Mission et mandat (suite)

Dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements

Au mois de juillet 2015, la Société a reçu, de même que d'autres sociétés d'États fédérales, une directive (P.C. 2015-1105) conformément à l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour a) harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes sur les dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements du Conseil du Trésor, d'une manière qui est conforme à ses obligations légales; et b) rendre compte de la mise en œuvre de cette directive dans son plan d'entreprise.

À compter du 31 mars 2016, la Société a harmonisé ses politiques et pratiques avec les instruments connexes du Conseil du Trésor et rendu compte de la mise en œuvre de cette directive dans son plan d'entreprise 2016-2017.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. La Société a préparé les états financiers en appliquant la série 4200 des normes comptables canadiennes pour le secteur public applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif, et la méthode du report pour la comptabilisation des apports.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Actifs financiers et passifs financiers

La trésorerie, la trésorerie affectée et les placements en obligations et certificats de placement garanti sont classés dans la catégorie de la juste valeur et les placements en obligations du véhicule d'actifs cadre sont désignés dans la catégorie de la juste valeur. Les gains ou les pertes non réalisées découlant de changements dans la juste valeur des placements en obligations, en certificats de placement garanti et en obligations du véhicule d'actifs cadre sont comptabilisés dans l'état des gains et des pertes de réévaluation à la fin de chaque période. Les gains ou les pertes non réalisées découlant de changements dans la juste valeur des investissements avec la trésorerie affectée sont reflétés dans la valeur de la trésorerie affectée.

La juste valeur est déterminée pour les véhicules d'actifs cadres (VAC) au moyen d'une valeur actualisée des flux de trésorerie, à l'aide des hypothèses sur le marché. Tous les autres actifs financiers classés dans la catégorie de la juste valeur sont évalués à l'aide de prix cotés pour des actifs similaires ou évalués au moyen de données de marché observable. Les ventes et les achats de placements sont comptabilisés à la date de transaction. Les coûts d'opération liés à l'acquisition de placements sont passés en charges.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(a) Actifs financiers et passifs financiers (suite)

La trésorerie est constituée de dépôts auprès d'institutions financières dont les fonds peuvent être retirés sans préavis ni pénalité.

Les créances, les créditeurs et charges à payer: Après leur évaluation initiale à la juste valeur, elles sont évaluées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif par le truchement de l'état des résultats.

(b) Stocks

Les stocks, qui sont constitués d'articles pour les boutiques et de publications, sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

(c) Collection

La collection d'artefacts constitue la partie la plus importante des biens de la Société. Une valeur symbolique de 1 \$ lui est attribuée à l'état de la situation financière, en raison de la difficulté de donner une valeur significative à ces biens.

Les objets achetés pour la collection de la Société sont passés en charges au cours de l'exercice d'acquisition.

(d) Immobilisations

Les immobilisations qui sont la propriété de la Société sont évaluées au coût, moins amortissement cumulé. Les bâtiments appartenant au gouvernement du Canada, qui sont sous le contrôle administratif de la Société, sont comptabilisés à leur coût historique estimatif, moins amortissement cumulé. Les terrains appartenant au gouvernement du Canada, qui sont sous le contrôle administratif de la Société, sont comptabilisés à leur coût historique estimatif, et un montant correspondant est crédité directement à l'actif net.

Les expositions permanentes représentent des coûts directement attribuables à l'exposition et cadrent avec la définition d'immobilisations. Elles peuvent inclure le salaire et les avantages sociaux payés aux employés, les honoraires pour services professionnels, les coûts liés aux structures d'expositions permanentes et d'immeuble ainsi qu'aux images et droits d'auteur.

Les travaux en cours représentent les coûts engagés à ce jour pour un projet d'immobilisations incomplet et non utilisé, ou pour la mise en œuvre de systèmes, lorsque le système n'est pas complété à la fin de l'exercice. Les projets d'immobilisation incomplets ne sont pas amortis.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(d) Immobilisations (suite)

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée de vie utile estimative de l'actif, comme suit :

Actif	Vie utile
Bâtiments	40 ans
Améliorations des bâtiments	10 ans
Matériel technique et informatique	5 et 8 ans
Mobilier et matériel de bureau	8 ans
Véhicules motorisés	5 ans
Expositions permanentes	10 ans

(e) Conversion des devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. L'actif et le passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur le 31 mars. Les gains et pertes réalisés découlant de la conversion des devises étrangères sont présentés dans l'état des résultats.

(f) Avantages sociaux futurs

(i) Régime de retraite

Les employés éligibles de la Société sont affiliés au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées établi par la loi dont le gouvernement du Canada est le promoteur. Les employés et la Société doivent verser des cotisations au Régime pour financer le coût des services rendus au cours de l'exercice. Aux termes des textes de loi en vigueur, la Société n'a pas une obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires pour financer le coût des services passés ou un déficit de capitalisation. Par conséquent, les cotisations sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel les employés rendent les services et elles représentent l'obligation totale de la Société au titre des prestations de retraite.

(ii) Congés de maladie, indemnités de départ et avantages complémentaires de retraite

La Société donne des congés de maladie aux employés qui s'accumulent, mais qui ne s'acquiescent pas. La Société comptabilise un passif et une charge pour les congés de maladie au cours de la période pendant laquelle les employés fournissent leurs services par rapport aux prestations.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(f) Avantages sociaux futurs (suite)

(ii) Congés de maladie, indemnités de départ et avantages complémentaires de retraite (suite)

Les salariés ont droit à des indemnités de départ, tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé au fur et à mesure que les indemnités sont gagnées par les salariés. Depuis le 1 avril 2013, les employés n'accumulent plus d'indemnités en cas de démission ou de départ à la retraite. Par conséquent, les employés ont eu le choix entre recevoir le paiement de leur indemnité de départ immédiatement ou en reporter le paiement à la retraite, ou encore, ils ont pu choisir une combinaison de ces deux options, en fonction de leurs années de service continu avec la Société au 31 mars 2013. Les indemnités de départ représentent la part que les employés choisissent de reporter.

La Société offre aux retraités et aux salariés admissibles un régime sans capitalisation de soins de santé et dentaires à prestations déterminées.

Le coût des obligations au titre des prestations constituées gagnées par les salariés est déterminé par calculs actuariels à l'aide de la méthode de répartition des prestations au prorata des services et des meilleures estimations de la direction concernant les coûts et événements à venir. Les gains (pertes) actuariels de l'obligation au titre des prestations constituées proviennent de l'écart entre les résultats réels et les résultats prévus et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur le reste de la carrière active des employés actifs.

(g) Constatation des produits

(i) Activités du Musée

Les produits des activités du Musée découlent de la vente des droits d'entrée et des programmes, des locations de salles, des comptoirs de vente d'aliments, des ventes des boutiques, du stationnement, du théâtre à l'écran géant, des expositions itinérantes, des adhésions et autres revenus. Ces produits sont comptabilisés au cours de l'exercice où se réalise la vente des biens ou la prestation des services.

(ii) Intérêts sur la trésorerie et les placements

Les intérêts sur la trésorerie et les placements sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont gagnés.

(iii) Dons monétaires, commandites et apports

Les dons, commandites et apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits dans l'état des résultats au moment où ils sont reçus, ou à recevoir si le montant à recevoir peut être évalué de façon raisonnable et si sa perception est raisonnablement assurée.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(g) Constatation des produits (suite)

(iii) Dons monétaires, commandites et apports (suite)

Les dons, commandites et apports affectés à l'externe à des fins précises sont reportés à l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats dans la période au cours de laquelle les dépenses connexes sont comptabilisées. Les revenus de placements grevés d'affectations sont comptabilisés à titre de revenus dans la période au cours de laquelle les dépenses connexes sont comptabilisées.

Les apports affectés avec restrictions externes pour l'achat d'immobilisations amortissables sont reportés et comptabilisés à titre de revenus selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes acquises.

(iv) Commandites en nature et dons d'artéfacts

Les produits des biens et des services reçus en nature ainsi que les charges compensatoires sont comptabilisés à la juste valeur au moment de la réception. Les dons d'artéfacts sont comptabilisés à titre de revenus selon leur juste valeur dans la période où ces trois critères précis sont respectés : i) le don de l'objet d'intérêt muséologique a été approuvé par le Comité d'acquisition des collections de la Société, ii) le transfert légal a eu lieu entre le donateur et la Société et iii) une juste valeur a été assignée à l'objet d'intérêt muséologique donné. La comptabilisation des dons d'objets d'intérêt muséologique entraîne l'établissement d'une dépense compensatoire afférente aux acquisitions pour la collection.

(v) Services de bénévoles

Le nombre d'heures de travail effectuées chaque année par les bénévoles est élevé. Or, en raison de la difficulté d'attribuer une juste valeur à ces services, les apports sous la forme de services ne sont pas comptabilisés dans les présents états financiers.

(vi) Crédits parlementaires

Le gouvernement du Canada verse des fonds sous forme de contribution à la Société au moyen de crédits parlementaires.

Les crédits parlementaires affectés avec restrictions externes à l'achat d'immobilisations amortissables sont reportés et comptabilisés à titre de revenus selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes acquises.

Les crédits parlementaires affectés à des dépenses précises sont reportés sur l'état de la situation financière et comptabilisés à titre de revenus sur l'état des résultats dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées. Les crédits parlementaires qui ne sont pas affectés à une fin précise sont comptabilisés à titre de revenus dans l'état des résultats de la période pour laquelle le crédit est autorisé.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

2. Principales méthodes comptables (suite)

(h) Éventualités

Dans le cours normal des activités de la Société, il arrive que diverses revendications ou actions judiciaires soient intentées contre elle. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans le mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers de la Société.

(i) Incertitude relative à la mesure

Pour établir des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public applicables aux organismes gouvernementaux à but non lucratif, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour l'exercice. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les avantages sociaux futurs, les passifs éventuels, l'évaluation des billets du véhicule d'actifs cadre, dons d'artéfacts et la durée de vie utile estimative des immobilisations. Les montants réels pourraient différer de façon importante des estimations.

3. Trésorerie et placements affectés

Les actifs affectés reflètent la pratique de la Société consistant à désigner des fonds requis au titre des obligations futures, comme suit :

	2017	2016
Apports reportés de sources non gouvernementales (note 8)	7 110 \$	3 334 \$
Apports reportés – Fonds de la collection nationale (note 9)	10 651	10 670
	17 761 \$	14 004 \$

La trésorerie et les placements affectés sont les suivants :

Juste valeur	2017	2016
Trésorerie	5 078 \$	1 842 \$
Certificats de placement garanti	3 173	2 400
Obligations de sociétés et de gouvernements	9 510	9 762
	17 761	14 004
Portion venant à échéance au cours du prochain exercice	(1 008)	(1 961)
Portion à long terme	16 753 \$	12 043 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

3. Trésorerie et placements affectés (suite)

Au 31 mars 2017, la Société détenait des certificats de placement garanti et des obligations à long terme d'une valeur nominale de 12 249 \$ (11 660 \$ en 2016). Les placements à long terme ont un rendement annuel entre 1,81 % et 2,80 % (entre 1,97 % et 2,8 % en 2016), et arriveront à échéance entre le 8 septembre 2017 et le 15 juin 2024 (entre le 8 novembre 2016 et le 15 juin 2024 en 2016).

Des actifs supplémentaires, compris dans la trésorerie et les placements (note 4) et totalisant 15 256 \$ (20 267 \$ en 2016), sont liés aux fins de crédits parlementaires reportés (notes 8 et 10).

4. Placements

Juste valeur	2017	2016
Obligations de sociétés et du gouvernement	43 487 \$	34 043 \$
Certificats de placement garanti	14 900	8 900
Billets du véhicules d'actifs cadre	236	9 418
	58 623	52 361
Portion venant à échéance au cours du prochain exercice	(3 770)	(2 732)
Portion à long terme	54 853 \$	49 629 \$

(a) Obligations et certificats de placement garanti

Le 31 mars 2017, la Société détenait des obligations de sociétés et du gouvernement et des certificats de placement garanti d'une valeur nominale de 56 111 \$ (40 346 \$ en 2016); leur rendement annuel variait entre 1,72 % et 4,10 % (entre 1,78 % et 4,10 % en 2016) et leur échéance allait du 1 juin 2017 au 2 juin 2025 (entre le 1 juin 2016 et le 15 mars 2025 en 2016).

Une perte non réalisée sur les placements s'élevant à 621 \$ (657 \$ en 2016) a été inclus à l'état des gains et des pertes de réévaluation. Une perte de 83 \$ (204 \$ en 2016) a été reclassée dans l'état des résultats à partir de l'état des gains et pertes de réévaluation.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

4. Placements (suite)

(b) Billets du véhicule d'actifs cadre

Au 31 mars 2017, la Société détenait les billets du véhicule d'actifs cadre (VAC2 et VAC2 IA) suivants :

Valeur nominale	2017	2016
<u>Billets VAC2</u>		
Catégorie A-1	- \$	6 653 \$
Catégorie A-2	-	2 574
Catégorie B	-	467
Catégorie C	78	300
<u>Billets VAC2 IA</u>		
Autres catégories	393	751
	471 \$	10 745 \$

Au 31 mars 2017, les billets du VAC2 et VAC2 IA étaient comptabilisés à leur juste valeur estimative, qui s'établissait à 236 \$ (9 418 \$ en 2016). La variation de 9 182 \$ (170 \$ en 2016) est composée de remboursements du capital de 9 964 \$ (167 \$ en 2016), un gain non réalisé sur placements de 83 \$ (perte non réalisée de 120 \$ en 2016) inclus à l'état des gains et des pertes de réévaluation ainsi qu'un gain réalisé sur placements de 699 \$ (117 \$ en 2016) inclus dans l'état des résultats.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

4. Placements (suite)

(b) Billets du véhicule d'actifs cadre (suite)

Les hypothèses utilisées pour le modèle d'évaluation de l'actualisation des flux de trésorerie comprennent ce qui suit :

Critères	2017	Hypothèses	2016
<u>Billets VAC2</u>			
Durée prévue jusqu'à l'échéance	0,50 ans		0,78 ans
Taux d'actualisation	92,7 %, Billets de catégories C		7,85 %, 10,87 %, 16,55 % et 68,31 % Billets de catégories A1, A2, B et C
Taux d'intérêt nominaux	-		Billets de catégories A1 et A2: taux des acceptations bancaires de 3 mois moins 50 points de base
<u>Billets VAC2 IA</u>			
Durée prévue jusqu'à l'échéance	0,50 ans		20,93 ans
Taux d'actualisation	41,3 %		9,58 %
Taux d'intérêt nominaux	Taux des acceptations bancaires de 3 mois plus 50 points de base		Taux des acceptations bancaires de 3 mois plus 50 points de base

Comme les justes valeurs des billets du VAC2 et VAC2 IA sont établies en utilisant les hypothèses énoncées ci-dessus, et qu'elles sont fondées sur l'évaluation que la Société a faite des conditions du marché au 31 mars 2017, les justes valeurs présentées pourraient varier significativement au cours des exercices subséquents lesquelles, auraient un impact direct sur les montants inscrits dans l'état des gains et des pertes de réévaluation. Une augmentation du taux d'actualisation de 1,0 % aurait pour incidence d'abaisser la juste valeur des billets du VAC2 et VAC2 IA d'environ 5 \$ (92 \$ en 2016).

De plus amples informations sur la mesure de la juste valeur des placements de la Société peuvent être trouvées à la note 19(d).

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

5. Collection

La Société assure la conservation des collections d'artefacts, d'objets et de spécimens liés aux cultures matérielles ainsi que de l'information qui s'y rapporte. Ces collections sont constituées par diverses divisions de recherche de la Société. Les collections sont réparties en sept groupes liés à différentes disciplines :

Ethnologie – Collections ethnographiques et d'œuvres d'art concernant principalement les premiers peuples nord-américains après qu'ils soient venus en contact avec les Européens.

Culture traditionnelle – Collections d'objets liés à la culture traditionnelle et aux métiers d'art et illustrant la diversité des influences ayant contribué à façonner la culture canadienne.

Histoire – Collections qui illustrent le vécu des gens ordinaires ainsi que de Canadiens célèbres.

Musée canadien des enfants – Collections qui mettent l'accent sur la compréhension et les expériences interculturelles et s'assortissent d'un riche programme d'animation.

Histoire vivante – Collections de biens, de costumes et de ressources didactiques que les animateurs, les éducateurs et les autres membres du personnel utilisent afin de promouvoir la programmation du Musée et de la rendre vivante.

Musée canadien de la guerre – Collections d'armes et d'artefacts à caractère technologique qui illustrent l'évolution des techniques militaires; collections d'uniformes, de médailles, d'accessoires et d'insignes des Forces armées canadiennes et des forces alliées, et collections de peintures, de dessins, d'estampes et de sculptures réalisés dans le cadre des programmes d'œuvres d'art militaires et œuvres modernes illustrant la participation canadienne à des missions de maintien de la paix.

Archéologie – Collections archéologiques de culture matérielle, d'anthropologie physique, de flore et de faune provenant de sites archéologiques et illustrant principalement la culture autochtone nord-américaine avant l'arrivée des Européens.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2017, la Société a acheté 466 \$ (1 186 \$ en 2016) et reçu des dons de 811 \$ (1 786 \$ en 2016) dans le cadre de l'acquisition de pièces pour sa collection.

La Société n'a pas enregistré de recettes liées à la vente de pièces de collection au cours des exercices terminés le 31 mars 2017 et 2016.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

6. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2017 Valeur comptable nette	2016 Valeur comptable nette
Terrains	40 868 \$	- \$	40 868 \$	40 868 \$
Bâtiments	356 909	202 436	154 473	163 396
Améliorations des bâtiments	75 184	59 363	15 821	19 331
Matériel technique et informatique	7 056	3 992	3 064	2 134
Mobilier et matériel de bureau	703	488	215	126
Véhicules motorisés	373	153	220	191
Expositions permanentes	439	187	252	296
Travaux en cours	32 268	-	32 268	16 054
	513 800 \$	266 619 \$	247 181 \$	242 396 \$

Les charges d'amortissement de l'exercice en cours s'élèvent à 14 192 \$ (14 362 \$ en 2016). La majorité des charges d'amortissement 13 809 \$ (13 775 \$ en 2016) sont affectées aux charges liées aux frais de locaux puisqu'elles se rapportent à l'amortissement réel des bâtiments et des travaux d'amélioration des bâtiments. Les coûts redressés et le cumul de leur amortissement, au 31 mars 2016, s'élevaient respectivement à 508 660 \$ et à 266 264 \$.

Au cours de l'exercice, les actifs hors d'usage ayant une valeur comptable initiale de 13 794 \$ ont été supprimés de ces soldes.

7. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer se présentent comme suit :

	2017	2016
Comptes fournisseurs	7 436 \$	7 109 \$
Ministères et organismes gouvernementaux et sociétés d'État	2 906	10 776
Salaires et avantages sociaux à payer	4 720	2 995
Tranche à court terme des avantages sociaux futurs (note 11)	190	190
	15 252 \$	21 070 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

8. Apports reportés

Les apports reportés correspondent à des apports provenant de sources non gouvernementales et à des crédits parlementaires reçus par la Société, qui sont affectés à des fins précises.

La variation du solde des apports reportés au cours de l'exercice se présente comme suit :

	Entités non- gouvernementales	Crédits parlementaires	2017	2016
Solde, début de l'exercice	3 334 \$	4 436 \$	7 770 \$	6 717 \$
Ajouts :				
Montants reçus au cours de l'exercice	4 624	2 765	7 389	2 984
Produits de placements reportés	96	-	96	62
	4 720	2 765	7 485	3 046
Déductions :				
Montants comptabilisés à titre de produits	(944)	(1 909)	(2 853)	(1 993)
Solde, fin de l'exercice	7 110 \$	5 292 \$	12 402 \$	7 770 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

9. Fonds de la collection nationale

Le Fonds de la collection nationale est constitué des fonds destinés à l'acquisition d'artefacts pour le Musée canadien de l'histoire et le Musée canadien de la guerre. Les fonds sont retirés du Fonds de la collection nationale lors de l'acquisition d'artefacts sélectionnés.

La variation du solde des apports reportés pour le Fonds de la collection nationale au cours de l'exercice se présente comme suit :

	Crédits parlementaires	Entités non- gouvernementales	2017	2016
Solde, début de l'exercice	9 034 \$	1 636 \$	10 670 \$	10 759 \$
Ajouts :				
Montants reçus au cours de l'exercice	-	1	1	2
Produit de placement réalisé et reporté	211	34	245	268
Perte non réalisée sur placements	(172)	-	(172)	(165)
Gain réalisé sur placements	-	-	-	43
	39	35	74	148
Déductions :				
Montants comptabilisés à titre de produits	-	(93)	(93)	(237)
Solde, fin de l'exercice	9 073 \$	1 578 \$	10 651 \$	10 670 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

10. Apports reportés liés aux immobilisations

La variation du solde des apports reportés liés aux immobilisations au cours de l'exercice se présente comme suit :

	<u>Utilisés pour faire des acquisitions</u>		<u>Destinés à être</u> <u>utilisés pour</u> <u>acquisitions</u>		
	Entités non- gouvernementales	Crédits parlementaires	Crédits parlementaires	2017	2016
Solde, début de l'exercice	1 906 \$	199 434 \$	15 831 \$	217 171 \$	210 947 \$
Ajouts :					
Acquisitions d'immobilisations	-	18 995	-	18 995	13 278
Crédits parlementaires reportés en vue d'acquisitions future d'immobilisations	-	-	6 832	6 832	10 698
	-	18 995	6 832	25 827	23 976
Déductions :					
Montants utilisés au cours de l'exercice	(66)	(14 126)	(12 699)	(26 891)	(17 752)
Solde, fin de l'exercice	1 840 \$	204 303 \$	9 964 \$	216 107 \$	217 171 \$

Les apports en capital reportés provenant d'entités non gouvernementales correspondent à la part non amortie de dons provenant d'entités non gouvernementales affectés et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables.

Le financement d'immobilisations reporté au moyen de crédits parlementaires correspond à la part non amortie des crédits parlementaires affectés et utilisés pour l'acquisition d'immobilisations amortissables, ou affectés en vue d'être utilisés pour de futures acquisitions d'immobilisations amortissables.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

11. Avantages sociaux futurs

À la date de l'état de la situation financière, les renseignements sont les suivants :

	Avantages complémentaires de retraite	Congé de maladie	Indemnités de départ	2017	2016
Solde, début de l'exercice	5 186 \$	274 \$	572 \$	6 032 \$	5 705 \$
Charges pour l'exercice	3 208	334	57	3 599	813
Utilisation des avantages et paiements de prestations	(159)	(253)	(53)	(465)	(486)
Solde, fin de l'exercice	8 235	355	576	9 166	6 032
Moins : tranche à court terme	-	-	(190)	(190)	(190)
Tranche à long terme	8 235 \$	355 \$	386 \$	8 976 \$	5 842 \$

(a) Avantages complémentaires de retraite

Le 1 juillet 2006, la Société a instauré des régimes à prestations déterminées pour les soins de santé et les soins dentaires pour les salariés admissibles. Le coût de ce régime est imputé aux résultats au fur et à mesure que les avantages sont gagnés par les salariés, en fonction des services rendus. Les régimes ne sont pas capitalisés, ce qui produit un déficit pour les régimes qui est égal à l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur le reste de la carrière active des employés admissibles à ces avantages complémentaires de retraite qui est 12,6 ans.

Le 1 janvier 2017, la Société a apporté une modification au régime de prestations postérieures au départ à la retraite. Le coût de cette modification concernant le service de l'employé pendant une période antérieure est reconnu dans la période de la modification du régime.

(b) Congés de maladie

Le coût des obligations au titre des prestations constituées liées aux crédits de congé de maladie acquis par les employés est déterminé de manière actuarielle. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur le reste de la carrière active des employés admissibles à ces congés de maladie qui est 12,6 ans.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

11. Avantages sociaux futurs (suite)

(c) Indemnités de départ

Ces indemnités de départ étant sans capitalisation, elles ne détiennent aucun actif et présentent un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les gains (pertes) actuariels sont comptabilisés de façon systématique sur le reste de la carrière active des employés admissibles à ces indemnités de départ qui est 8,0 ans.

(d) Obligation au titre des prestations constituées

L'évaluation actuarielle la plus récente relative aux avantages complémentaires de retraite, aux congés de maladie et aux indemnités de départ a été effectuée par un actuaire indépendant en date du 31 mars 2017. La Société mesure l'obligation au titre des prestations constituées aux fins comptables le 31 mars de chaque exercice.

Le rapprochement de l'obligation et du passif au titre des prestations constituées est comme suit :

	2017	2016
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	7 807 \$	7 636 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	633	498
Coût encouru pendant l'exercice de la modification du régime visant une période antérieure	2 646	-
Frais d'intérêts	163	142
Perte actuarielle	891	18
Prestations payées	(465)	(487)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	11 675	7 807
Pertes actuarielles non amorties	(2 509)	(1 775)
Passif total au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	9 166	6 032
Moins : tranche à court terme des avantages sociaux futurs (note 7)	(190)	(190)
	8 976 \$	5 842 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

11. Avantages sociaux futurs (suite)

(d) Obligation au titre des prestations constituées (suite)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

	2017	2016
Taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées :		
Avantages postérieurs au départ à la retraite	2,33 %	2,03 %
Indemnités de départ et congés de maladie	1,60 %	1,33 %
Inflation	2,0 %	2,0 %
Taux d'accroissement des coûts liés aux soins dentaires	8 % tous les 4 ans	8 % tous les 4 ans
Taux d'accroissement des coûts liés aux soins de santé	8 % tous les 4 ans	8 % tous les 4 ans
Augmentation du salaire réel	1 % pour les 10 premières années	1 % pour les 10 premières années

(e) Régime de retraite

Tous les employés éligibles de la Société sont affiliés au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées, établi par la loi, dont le gouvernement du Canada est le promoteur. Les employés et la Société doivent verser des cotisations au Régime pour financer le coût des services rendus au cours de l'exercice. Le gouvernement du Canada établit les cotisations de l'employeur, lesquelles représentent un multiple des cotisations des employés. Le taux de cotisation requis de l'employeur dépend de la date de début d'emploi de l'employé. Pour les dates de début d'emploi avant le 1 janvier 2013, le taux de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,01 fois la cotisation de l'employé (1,15 fois en 2016); et pour les dates de début d'emploi après le 31 décembre 2012, le taux de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,00 fois la cotisation de l'employé (1,11 fois en 2016).

Au cours de l'exercice, les cotisations de la Société et des employés au Régime se présentaient comme suit :

	2017	2016
Cotisations de la Société	3 020 \$	3 192 \$
Cotisations des salariés	2 531	2 462

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

11. Avantages sociaux futurs (suite)

(e) Régime de retraite (suite)

Le gouvernement est tenu par la loi de verser les prestations associées au Régime. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année des services validables, multiplié par la moyenne des cinq meilleures années salariales consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

12. Actif net affecté pour le renouvellement des expositions permanentes

Pendant l'exercice 2016-2017, la Société a désigné 15 000 \$ (0 \$ en 2016) à titre d'actifs net grevés d'affectations internes aux fins de renouvellement des expositions permanentes.

13. Dons et commandites

Les produits de dons et de commandites se composent de :

	2017	2016
Dons en argent et commandites	1 225 \$	1 209 \$
Commandites en nature et dons d'artéfacts	823	1 814
	2 048 \$	3 023 \$

14. Produits de placements nets

Les produits de placements nets se composent de :

	2017	2016
Intérêts	1 709 \$	1 503 \$
Gain (perte) sur les placements	2 446	(108)
	4 155 \$	1 395 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

15. Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires comptabilisés à titre de produits se présentent comme suit :

	2017	2016
Montant du budget principal des dépenses à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	66 199 \$	83 369 \$
Budgets supplémentaires des dépenses et virements ¹	11 547	217
Total des crédits parlementaires approuvés pour l'exercice	77 746	83 586
Moins les crédits parlementaires de l'exercice en cours qui ne sont pas comptabilisés à titre de produits :		
Utilisé pour les acquisitions d'immobilisations	(6 296)	(9 888)
Reporté pour les acquisitions futures d'immobilisations	(6 832)	(10 698)
Affectés à des fins précises	(2 765)	(2 281)
Plus les crédits parlementaires de l'exercice précédent comptabilisés à titre de produits pour l'exercice en cours :		
Amortissement du financement d'immobilisations reporté	14 126	14 296
Montants affectés utilisés durant l'exercice en cours	1 909	1 298
Crédits parlementaires comptabilisés à titre de produits	77 888 \$	76 313 \$

¹ Les budgets supplémentaires des dépenses et virements de l'exercice 2016-2017 comprennent le financement approuvé par le Budget 2016. Ces fonds comprenaient un financement non-récurrent de 7,2 millions de dollars pour régler les paiements versés en remplacement d'impôts (PERI) payables accumulés.

16. Opérations entre apparentés

La Société est liée à tous les ministères et organismes du gouvernement du Canada ainsi qu'aux sociétés d'État. La Société conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, soit le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés. Au cours de l'exercice, la Société a engagé des charges de l'ordre de 14 032 \$ (14 633 \$ en 2016), principalement liées aux paiements versés en remplacement d'impôts fonciers et à la contribution de l'employeur aux avantages sociaux des employés. La Société a comptabilisé des produits d'exploitation de 884 \$ (473 \$ en 2016) par suite d'opérations avec ces apparentés.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

16. Opérations entre apparentés (suite)

Au 31 mars, la Société avait comptabilisé les montants suivants à l'état de la situation financière pour des opérations réalisées avec des apparentés :

	2017	2016
Crédits parlementaires à recevoir	- \$	218 \$
Taxes remboursables	962	552
Autres créances	229	96
Créditeurs et charges à payer	2 906	10 776
Produits reportés	34	159

17. Éventualités

Aucun montant n'a été inscrit dans l'état de la situation financière correspondant aux passifs éventuels.

18. Obligations contractuelles

Au 31 mars 2017, la Société avait conclu des ententes pour des services informatiques, des services d'exploitation et d'entretien d'immeubles ainsi que des services de sécurité et d'impartition aux points de vente. Les paiements minimaux futurs correspondants se répartissent comme suit :

2017-2018	16 087 \$
2018-2019	8 570
2019-2020	6 743
2020-2021	3 564
2021-2022	2 261
2022 +	142
	<hr/>
	37 367 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

19. Gestion des risques financiers

La Société est exposée aux risques suivants en raison de son recours aux instruments financiers: risque de crédit, risque de marché et risque de liquidité.

Le Conseil d'administration veille à ce que la Société recense les principaux risques qui pèsent sur elle et à ce que la direction surveille et contrôle ces risques. Le Comité de vérification supervise l'application des systèmes et des méthodes de contrôle interne de la Société et s'assure que ces contrôles contribuent à l'appréciation des risques et à leur atténuation. Le Comité de vérification rend compte périodiquement de ses activités au Conseil d'administration.

(a) Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la Société subisse une perte financière si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Un tel risque découle principalement de certains des actifs financiers de la Société qui sont constitués des créances, de la trésorerie et la trésorerie et placements affectés, billets du véhicule d'actifs cadre et placements à long terme.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit au 31 mars 2017 correspond à la valeur comptable de ces actifs.

(i) Créances

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux créances est évaluée à faible principalement dû aux données démographiques de ses débiteurs, notamment la catégorie du débiteur et le pays où celui-ci mène ses activités.

L'exposition maximale au risque de crédit lié aux créances se présente comme suit par catégorie de client au 31 mars :

	2017	2016
Gouvernement du Canada	1 201 \$	873 \$
Autres gouvernements	1 023	738
Consommateurs	269	187
	2 493	1 798
Institutions financières	354	272
	2 847 \$	2 070 \$

La Société cherche à réduire son exposition au risque de crédit en vérifiant la solvabilité de ses clients avant de consentir à leur accorder du crédit et en obtenant des dépôts ou des paiements anticipés quand cela est jugé approprié.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

19. Gestion des risques financiers (suite)

(a) Risque de crédit (suite)

(i) Créances (suite)

La Société établit une provision pour créances douteuses qui représente la perte de valeur estimative de ses créances. La provision est constituée en tenant compte de comptes particuliers et en se fondant sur les connaissances de la Société à l'égard de la situation financière de ses clients, de l'âge des créances et d'autres facteurs applicables. Les créances de gouvernements représentent plus de 89 % (90 % en 2016) des créances de la Société, hors intérêt, et aucune provision n'a été constituée à l'égard de ces montants.

Un classement chronologique des comptes débiteurs se présente comme suit :

	2017	2016
Moins de 30 jours après la date de facturation	1 867 \$	1 258 \$
Entre 30 et 60 jours après la date de facturation	378	291
Entre 61 et 90 jours après la date de facturation	208	241
Plus de 90 jours après la date de facturation	40	8
	2 493	1 798
Intérêts courus	354	272
	2 847 \$	2 070 \$

(ii) Trésorerie, placements et trésorerie et placements affectés

La Société gère ses risques de crédit propres à la trésorerie, à la trésorerie et aux placements affectés, aux billets du véhicule d'actifs cadre et aux placements à long terme en transigeant uniquement avec des banques et des institutions financières réputées et en prenant ses décisions de placement en vertu d'une politique sur les placements. La Société investit les fonds excédentaires de manière à obtenir des revenus de placement, tout en cherchant à protéger le capital et à disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux besoins en matière de flux de trésorerie.

Le risque financier est considérablement limité par le fait qu'on s'assure que les actifs sont placés dans des instruments constituant des titres des gouvernements fédéral ou provinciaux du Canada et des banques canadiennes figurant à l'annexe 1 ou garantis par ceux-ci.

(b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Société n'est pas exposée à un risque de prix important.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

19. Gestion des risques financiers (suite)

(b) Risque de marché (suite)

(i) Risque de change

La Société mène principalement ses activités au Canada, mais elle est appelée, dans le cours normal de son exploitation, à échanger des expositions et des collections avec d'autres parties à l'échelle internationale. De plus, elle détient de la trésorerie et des placements qui sont libellés en devises étrangères. Le risque de change découle d'opérations concernant des expositions et des collections qui sont effectuées dans une devise autre que le dollar canadien, ce dernier constituant la monnaie de fonctionnement de la Société. Pour la plupart, ces opérations sont réalisées en dollars canadiens, en dollars américains et en euros.

La Société estime que ses instruments financiers ne l'exposent pas à un risque de change important en raison de la fréquence et de la valeur relativement faible de ses transactions libellées en devises.

(ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de variations des taux d'intérêt du marché.

Les actifs financiers et les passifs financiers dont les taux d'intérêt sont variables exposent la Société au risque de taux d'intérêt pour les flux de trésorerie. Les placements de la Société comprennent des obligations à taux fixe et des billets à taux flottant.

La direction surveille l'exposition aux variations des taux d'intérêt, mais elle n'applique aucune politique de gestion des taux d'intérêt pour contrecarrer ces variations.

Au 31 mars 2017, si les taux d'intérêt en vigueur augmentaient ou diminuaient de 1 %, que la courbe de rendement évoluait de la même façon, et que toutes les autres variables demeuraient constantes, la valeur des instruments financiers de la Société diminuerait ou augmenterait d'un montant net d'environ 2 476 \$ (2 473 \$ en 2016), soit environ 3,46 % de la juste valeur des placements (3,83 % en 2016).

(c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers à l'échéance.

La stratégie de gestion du risque de liquidité de la Société consiste à surveiller sans cesse les flux de trésorerie réels et futurs des activités de fonctionnement et des activités prévues de placement, investissement en immobilisations et de financement.

Tous les passifs financiers de la Société ont une échéance contractuelle de moins de 365 jours.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

19. Gestion des risques financiers (suite)

(d) Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant résume les informations sur la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des actifs de la Société au 31 mars. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur est en fonction des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur d'un instrument financier selon que les données sur lesquelles reposent ces techniques sont observables ou non observables :

- Niveau 1 – Les instruments financiers de niveau 1 sont évalués aux prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques.
- Niveau 2 – Les instruments financiers de niveau 2 sont évalués au moyen des prix cotés pour des actifs et des passifs semblables, des prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs ou de modèles reposant sur des données observables.
- Niveau 3 – Les instruments financiers de niveau 3 sont évalués au moyen de modèles d'évaluation, de méthodes d'actualisation des flux de trésorerie ou de techniques semblables et au moins une hypothèse ou donnée importante du modèle n'est pas observable.

Des transferts sont effectués entre les niveaux hiérarchiques de juste valeur en raison de changements à la disponibilité de prix cotés sur des marchés actifs ou de données du marché observables dû aux conditions changeantes du marché.

Placements et placements affectés	Prix cotés sur des marchés actifs (Niveau 1)	Autres données observables importantes (Niveau 2)	Données non observables importantes (Niveau 3)	2017 Total
Obligations	- \$	52 997 \$	- \$	52 997 \$
Certificats de placement garanti	18 073	-	-	18 073
Billets VAC2 et VAC2 IA	-	-	236	236
Total	18 073 \$	52 997 \$	236 \$	71 306 \$

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

19. Gestion des risques financiers (suite)

(d) Juste valeur des instruments financiers (suite)

Placements et placements affectés	Prix cotés sur des marchés actifs (Niveau 1)	Autres données observables importantes (Niveau 2)	Données non observables importantes (Niveau 3)	2016 Total
Obligations	- \$	43 805 \$	- \$	43 805 \$
Certificats de placement garanti	11 300	-	-	11 300
Billets VAC 2 et VAC2 IA	-	9 218	200	9 418
Total	11 300 \$	53 023 \$	200 \$	64 523 \$

Un degré important d'incertitude entoure l'estimation du montant et du moment du flux de trésorerie associés aux VAC2 et VAC2 IA. La Société a estimé la juste valeur de ses billets VAC2 à partir des données du niveau 2 et 3 de la hiérarchie des évaluations au moyen d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie fondée à partir des meilleures données disponibles au 31 mars 2017. En 2016 et en 2017, les obligations du VAC2 des catégories A1, A2, B et C sont restées au niveau 2 et les obligations VAC2 IA sont restées au niveau 3.

Le rapprochement de tous les changements aux instruments financiers de niveau 3 est comme suit :

Billets VAC2 IA	2017	2016
Solde, début de l'exercice	200 \$	216 \$
Remboursements du capital	(47)	(167)
Gain non réalisé	83	34
Gain réalisé	-	117
Solde, fin de l'exercice	236 \$	200 \$

20. Chiffres correspondants

Certaines données comparatives ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée durant l'exercice en cours.

MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE

Tableau 1 – Produits d'exploitation

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Droits d'entrée et programmes	5 946 \$	6 257 \$
Location d'installations, événements et concessions	3 059	2 449
Ventes - Boutiques	2 089	2 086
Stationnement	1 979	1 982
Théâtre à l'écran géant	719	1 004
Adhésions	389	307
Expositions itinérantes	318	276
Autres	434	210
	14 933 \$	14 571 \$

Tableau 2 - Charges

Exercice terminé le 31 mars 2017

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Coût du personnel	39 499 \$	34 978 \$
Amortissement des immobilisations	14 192	14 362
Paiements versés en remplacement d'impôts fonciers	9 261	9 987
Opération des bâtiments	6 039	5 681
Fabrication et location d'éléments d'exposition	4 302	3 666
Services professionnels et spéciaux	4 202	3 359
Aide aux programmes en ligne	4 008	3 382
Services publics	3 029	2 910
Réparations et entretien	2 912	2 799
Infrastructure et systèmes TI	2 269	2 214
Matériel et fournitures	1 771	1 438
Marketing et publicité	1 736	1 584
Acquisitions de pièces de collection (note 5)	1 277	2 972
Coût des marchandises vendues	1 140	1 087
Dépenses de voyage et d'accueil	1 111	881
Locations et baux	310	348
Redevances	195	248
Autres	656	656
	97 909 \$	92 552 \$